

16 Provinces

Ngounié/Département de la Douya-Onoye/Mouila/Coupsures intempestives d'électricité

La mauvaise qualité du gas-oil mise à l'index



Quelques échantillons du gas-oil prélevés. Celui de gauche serait de mauvaise qualité. Photo de droite : Lui aussi de mauvaise qualité, cet échantillon présente même un dépôt boueux au fond de la bouteille.

F.N

Mouila/Gabon

C'est le constat fait par les responsables de la direction régionale sud de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) Ngounié/Nyanga, sur les prestations des machines utilisant ledit gas-oil. Du coup, s'impose à la SEEG la nécessité de procéder au changement de filtres de

ses groupes, quasiment toutes les 12 heures, provoquant ainsi des coupures d'électricité devenues gênantes dans la ville.

LE gas-oil fourni ces derniers temps par les entreprises pétrolières Engen et Total Gabon, dans toutes les directions régionales de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), en général, et celle de sud Ngounié/Nyanga, en particulier, serait de mauvaise

qualité. Et pour cause, le constat a été établi par les responsables de cette administration à travers des analyses, et la suite qui découle de l'utilisation dudit carburant.

A l'œil nu, on peut observer l'état de ce gas-oil qui présente un dépôt ayant une coloration boueuse dont la qualité du fuel serait douteuse, à en croire la direction sud Ngounié/Nyanga. Confrontées ces derniers

temps aux nombreuses coupures qui n'épargnent aucun ménage, aucune administration publique et privée, les populations de la commune de Mouila et ses environs déplorent cette situation.

Pour trouver des solutions intermédiaires, les agents de la SEEG ont donc mis en place une stratégie qui consiste, désormais, à changer les filtres à gas-oil quasiment toutes les 12 heures, pour donner un

souffle qu'il faut aux machines. Or, en temps normal, explique le directeur régional de la SEEG Ngounié/Nyanga, Calvin Ndong Eyeghé, il faut en gros, 500 heures, soit environ un mois. Et c'est donc pendant cette période qu'interviennent les coupures et autres délestages, précise le responsable de la SEEG. Selon lui, il est difficile de connaître avec exactitude à quel moment la chaîne de distribution de ce mauvais

gas-oil devrait pouvoir s'arrêter. Entre-temps, cette situation n'arrange personne. Surtout pas la SEEG, contrainte ainsi de supporter des dépenses supplémentaires dans l'approvisionnement en filtres, en sus du risque qu'elle court de voir ses groupes être endommagés. Ce qui ne serait pas, là aussi, sans conséquence pour l'ensemble des centrales de la région et pour les populations.

... et département de la Mougabalaba/Guietsou/Conflit homme-faune

Les pachydermes à l'origine de la faim

BPIM

Guietsou/Gabon

Des ménages ne savent plus à quel saint se vouer, après la destruction de leurs plantations par des éléphants.

CE qui se passe depuis plus de deux ans dans le département de la Mougabalaba est, pour le moins, insoutenable, dans la mesure où les habitants ne peuvent plus vivre du travail de la terre et des produits de leurs efforts. Nouveaux maîtres des lieux consacrés par les gouvernants, des éléphants y font tout ce qu'ils veulent, dévastant les plantations de cultures vivrières à leur passage et affamant ainsi les villageois.

La situation sur le terrain est aujourd'hui si critique que ces derniers, las de voir continuellement le fruit de leur labeur chaque



Vue de la bourgade de Guietsou.

fois réduit à néant, menacent d'abattre ces pachydermes intégralement protégés. Surtout que, font-ils savoir, leurs nombreuses correspondances adressées à la direction

provinciale des Eaux et Forêts, demeurent toujours sans suite.

« Est-ce normal de continuer à protéger des animaux qui détruisent les cultures, et laisser mourir

les populations de faim ? Les autorités devraient tout faire pour trouver des solutions à ce problème », pense un habitant.

« Aujourd'hui, personne n'a le droit de lever le petit

doigt sur ces animaux qui nous causent pourtant beaucoup de souffrances, au risque de se faire emprisonner. Mais quand on réclame des réparations, des mesures d'accompagne-

ment résultant de ces destructions de plantations, les réactions sont lentes, voire inexistantes », déplore un autre villageois, visiblement excédé par ce qu'il vit dans sa région.

D'autres encore, moins pessimistes, estiment que les autorités n'ont pas d'autres alternatives que de procéder à des dédommagements. Car, disent-ils, on ne peut à la fois interdire aux populations qui ne vivent que d'agriculture dans un milieu donné depuis des décennies, d'abattre des animaux qui détruisent leurs cultures, et refuser en même temps de mettre en place des mesures d'accompagnement visant à permettre l'adhésion de ces ruraux à la politique de protection de ces animaux.